

Exclusif

Le monde en 2030 vu par la CIA



A la Maison-Blanche.
Vu des coulisses du bureau
ovale : le président Obama
reçoit le nouveau directeur
de la CIA, John Brennan.

OFFICIAL WHITE HOUSE PHOTO

Quoi de plus fascinant que de se prendre durant quelques heures pour le président des Etats-Unis ? Pour cela, il faut avoir accès au rapport de la CIA sur l'évolution du monde. Depuis quinze ans, tout hôte de la Maison-Blanche inaugure son mandat par la lecture de ce précieux document élaboré par le NIC (National Intelligence Council), cellule de veille et d'intelligence économique de l'Agence qui analyse, décortique, projette et, tous les quatre ans, rend son diagnostic public. La dernière prospective s'intitule « Global Trends 2030 : Alternative Worlds ». L'objectif ? Aider les décideurs politiques et économiques à préparer l'avenir. Lire et méditer cette étude, c'est entrer dans le saint des saints de la doxa de la politique américaine et se nourrir en direct d'une expertise stratégique dont les think tanks comme les lobbys internationaux font leur miel.

EXTRAITS CHOISIS PAR
PATRICE DE MÉRITENS

“Les partis musulmans au pouvoir s’orienteront davantage vers l’économie de marché”

A quoi ressemblera le monde en 2030 ? La CIA définit les grandes tendances à venir : la planète comptera 8,4 milliards d’habitants, l’urbanisation sera croissante, 60 % de la population mondiale vivant dans les villes. Les classes moyennes se développeront. L’éducation et la santé entraîneront une émancipation des individus, lesquels auront aussi accès à des technologies plus meurtrières et dévastatrices qui ne seront plus l’apanage des Etats. La dispersion de la puissance entre les nations sera plus marquée. La demande en nourriture, eau, énergie augmentera entre 35 et 50 %. De nombreux pays seront confrontés à des pénuries (le manque d’eau, particulièrement, impactera la moitié de la population planétaire), et nous vivrons une époque cisailée par des crises économiques et des conflits. En 2030, nous serons nombreux, vieux, et nous aurons faim. Nous serons moins pauvres économiquement, mais plus vulnérables. Virus informatique ou biologique : une personne seule pourra saccager l’humanité au sein d’une société de miracles technologiques et médicaux mais aussi de cauchemars éthiques. La part des pays occidentaux dans l’économie mondiale passera, quant à elle, de 56 à 25 %. Les experts de la CIA posent donc les questions clés : les divergences et la volatilité des économies sont-elles un facteur d’effondrement ou de résilience ? Ils préviennent : l’Europe mettra au moins une décennie à se remettre de la crise de l’euro ; un effondrement ou un retrait soudain de la puissance américaine aurait sans doute pour résultat une période d’anarchie globale. Quatre scénarios de « mondes possibles » sont retenus : 1) *Quand les moteurs calent* – les Etats-Unis et l’Europe se replient sur eux-mêmes et la mondialisation s’arrête. 2) *Fusion* – les Etats-Unis et la Chine collaborent, ouvrant la voie à une coopération internationale pour répondre aux défis de la mondialisation. 3) *Le Gini de la lampe* – un monde dans lequel les inégalités économiques dominent (le coefficient de Gini étant une mesure statistique de l’inégalité du revenu). 4) *Un monde non étatique* – les acteurs de la lutte contre les problèmes mondiaux n’appartiennent plus aux sphères étatiques.

Mais ici et maintenant, quel danger majeur nous préoccupe ? Pour les Américains comme pour les Européens : l’instabilité au Moyen-Orient. La CIA analyse la situation dans sa rubrique : « Catalyseurs de changements ».

Extraits

Le Moyen-Orient : un point de basculement

En 2030, le Moyen-Orient sera un endroit très différent, mais ses possibilités d’évolution couvrent une large palette allant d’une croissance et d’un développement fragiles à une instabilité chronique et des conflits régionaux potentiels. Sur le plan démographique, la « vague de jeunesse » – un des moteurs du récent Printemps arabe – cédera la place à un vieillissement progressif de la population à mesure que se feront sentir les effets sociaux et économiques de la baisse des taux de fertilité. Les nouvelles technologies commencent à ouvrir l’accès à de nouvelles sources de pétrole et de gaz, et l’économie régionale devra se diversifier pour poursuivre sa croissance. Comme d’autres puissances émergentes de la



Quartier général de la CIA, Langley (Virginie).

LANDO/MARPP

30 vu par la CIA

planète, les pays très peuplés du Moyen-Orient pourraient connaître un accroissement de leur influence régionale, voire mondiale.

L'avenir du Moyen-Orient dépendra principalement des évolutions politiques dans cette région. Si la république islamique se maintient en Iran et acquiert des armes nucléaires, le Moyen-Orient fera face à un avenir extrêmement instable. La chute de la maison des Saoud aurait un impact dévastateur sur l'économie régionale et l'émergence d'un gouvernement islamiste radical en Egypte pourrait exacerber les tensions régionales sur de nombreux fronts. En Irak et en Syrie, une fracture des lignes ethniques et religieuses pourrait entraîner un effritement des frontières actuelles. D'un autre côté, l'émergence dans ces pays de gouvernements démocratiques modérés ou la conclusion d'un accord décisif sur la résolution du conflit israélo-palestinien auraient des conséquences extrêmement bénéfiques.

Suite à nos discussions avec des experts, nous avons identifié six questions déterminantes pour l'avenir de la région :

1 L'islam politique se modérera-t-il avec l'exercice du pouvoir ?

L'islam politique, après le faux départ de l'élection du Front islamique du salut (FIS) en Algérie il y a plus de vingt ans, gagne du terrain dans le monde sunnite. Du Parti de la justice et du développement (AKP) en Turquie au Parti liberté et justice d'Egypte (FJP), en passant par Ennahdha en Tunisie, le Hamas à Gaza et les éventuelles victoires des groupes musulmans en Libye et en Syrie, une profonde transformation s'est opérée au Moyen-Orient. Les partis musulmans, comme ceux d'Egypte, ont appelé à un élargissement du filet de sécurité pour la classe moyenne inférieure, à la création de milliers d'emplois dans le secteur public et au maintien des subventions pour l'alimentation et l'énergie. Ces politiques ne sont pas tenables. A l'avenir, les partis musulmans au pouvoir s'orienteront davantage vers l'économie de marché et donneront plus de moyens à la « nouvelle garde » entrepreneuriale des Frères musulmans et à d'autres acteurs capables de faire croître l'économie.

Avec le temps, le pragmatisme politique pourrait prendre le pas sur l'idéologie, aidé en cela par la croissance d'une société civile qui produira une nouvelle génération de chefs d'entreprise et de dirigeants pragmatiques - une évolution constamment freinée par les régimes autoritaires.

La démocratie musulmane se déclinera presque certainement en une palette politique variée. Les partis musulmans tunisiens seront différents les uns des autres, mais tous auront à cœur d'établir leur légitimité dans cette nouvelle ère post-autoritaire. Dans la Syrie post-Assad, il est probable qu'un sunnite d'origine urbaine prenne le pouvoir au sein d'une coalition regroupant les Frères musulmans, les minorités religieuses, les Druzes, les Kurdes et d'autres groupes. Avant la prise du pouvoir par Hafez el-Assad (*de confession alaouite, branche du chiisme, ndr*), il y a plus de quarante ans, le pays était dirigé par des partis sunnites urbains formant des gouvernements multiples et instables. La Syrie pourrait connaître un retour aux années 1960. En Irak, le régime montre déjà des signes d'un retour au gouvernement des factions, les chiïtes étant le cas échéant prêts à partager le pouvoir avec les Arabes sunnites ou les Kurdes.

Si la corruption et le chômage persistent ou si un grand nombre de travailleurs pauvres estiment que leur vie n'a pas

connu d'amélioration avec l'élection de gouvernements démocratiques, ceux-ci pourraient se tourner vers des dirigeants politiques proposant une approche plus radicale. Les fondamentalistes bénéficieraient alors d'une plus grande popularité grâce à leur attachement à des principes religieux conservateurs, alternative bien identifiée au capitalisme et à la démocratie à l'occidentale.

2 Les gouvernements de transition empêcheront-ils les troubles civils ?

La région souffrira d'une instabilité chronique due à l'affaiblissement des Etats et à la croissance du sectarisme, de l'islam et du tribalisme. Ces difficultés seront particulièrement vives dans des Etats comme l'Irak, la Libye, le Yémen et la Syrie, où couvaient déjà les tensions sectaires alors que les régimes autoritaires cooptaient des groupes minoritaires et imposaient de sévères lois pour neutraliser les rivalités. Si l'Irak ou la Syrie venaient à se morceler davantage, un Etat kurde ne serait pas inconcevable. Ayant déjà connu une scission, le Yémen - dirigé par un gouvernement faible - pourrait à nouveau se diviser. En toute hypothèse, le Yémen devrait poser un problème de sécurité en raison de la fragilité du pouvoir central, de l'importance de la pauvreté et du chômage et de la jeunesse d'une population qui passera de 28 millions aujourd'hui à 50 millions en 2025. Le Bahreïn risque également de devenir le théâtre de rivalités croissantes entre sunnites et chiïtes, potentiellement dévastatrices pour toute la région.

Avec le temps, la persistance de la violence affaiblira le soutien aux régimes démocratiques et entraînera l'émergence de dictateurs, éloignant ainsi ces pays de la démocratie libérale. Ces gouvernements faibles, enlisés dans les violences internes et les troubles civils, ne joueront probablement pas un rôle important sur le plan régional, laissant des puissances non arabes, notamment la Turquie, l'Iran et Israël, au premier plan.

3 Les pays du Moyen-Orient pourront-ils rétablir leur situation économique et prendre la vague de la mondialisation ?

Le taux de fertilité baisse, mais la jeunesse demeurera majoritaire jusqu'en 2030. Le vieillissement de la population pourrait toutefois conduire à une crise du ...

“Dans la Syrie post-Assad, il est probable qu'un sunnite d'origine urbaine prenne le pouvoir”



Le monde en 2030 vu par la CIA. Traduction intégrale du rapport du National Intelligence Council « Global Trends 2030 : Alternative Worlds », paru aux Etats-Unis en décembre 2012, préface de Flore Vasseur, éditions des Equateurs, 302 p., 18 €.

Idéesmag Exclusif

Le monde en 2030 vu



Vue aérienne du quartier général de la CIA.

... système de santé faute d'un meilleur financement de la protection sociale. Seuls 2 % des investissements directs étrangers (IDE) sont actuellement destinés au Moyen-Orient et, hormis l'énergie, le tourisme et l'immobilier, il y a peu de secteurs attractifs. De nombreux pays du Moyen-Orient souffrent également d'un retard technologique et la région est l'une des moins intégrées sur les plans commercial et financier. L'Europe, partenaire commercial traditionnel du Moyen-Orient, connaît un ralentissement de sa croissance. Seule l'Afrique subsaharienne, avec une économie en plein essor, serait susceptible d'offrir de nouvelles opportunités. Les pays plus riches du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont bien placés pour exercer une influence positive : les fonds souverains du CCG ont accumulé des actifs conséquents au cours des dernières années, et une part croissante des pétrodollars devrait être investie sur les marchés locaux et régionaux, notamment en Egypte, en Libye et en Tunisie. De surcroît, les Etats du CCG transforment une part plus importante de leur pétrole en produits raffinés ou pétrochimiques pour créer des biens à valeur ajoutée. Le Golfe est un aimant pour les investissements d'Asie, d'Europe et d'autres parties du monde.

“L'Iran pourrait provoquer un effondrement du système de non-prolifération nucléaire”

Toutefois, les pays du Golfe pourraient être confrontés à des difficultés sérieuses si l'exploitation du gaz et de l'huile de schiste entraînait une augmentation importante de l'approvisionnement en pétrole, avec pour résultat de proposer une énergie à meilleur marché. Le prix du pétrole permettant à l'Arabie saoudite d'atteindre l'équilibre budgétaire ne cesse de croître, passant de 67 dollars le baril à 100 dollars selon un chiffre officiel récent, ce qui indiquerait une croissance exponentielle des dépenses budgétaires susceptible de dépasser l'augmentation des prix du pétrole. A défaut d'une augmentation brutale des prix du pétrole sur le marché intérieur qui réduirait une demande intérieure actuellement en croissance, l'Arabie saoudite devrait devenir un importateur net de pétrole d'ici à 2037.

4 Comment l'Iran projetera-t-il sa puissance régionale ?

L'influence de l'Iran est liée à ses aspirations nucléaires. Une partie de nos interlocuteurs estime que l'Iran n'ira pas jusqu'à développer une arme nucléaire, mais qu'il conservera la capacité de le faire. Dans ce scénario, un effondrement du système de non-prolifération serait inévitable et l'Arabie saoudite obtiendrait des armes ou des capacités nucléaires du Pakistan. La Turquie pourrait réagir à un Iran nucléaire en cherchant à se doter de la même capacité ou en se fiant au bouclier défensif de l'Otan. Les Emirats arabes unis, l'Egypte, voire la Jordanie, devraient lancer des programmes nucléaires liés à l'énergie, pour se couvrir en se laissant la liberté d'aller plus loin si l'Iran, l'Arabie saoudite ou d'autres Etats de la région devenaient ouvertement des puissances nucléaires. Le cas échéant, la région serait en état de crise constante. On assisterait à une recrudescence des antagonismes entre chiites et sunnites, entre Arabes et Perses, facteur d'une instabilité considérable dépassant le cadre régional.

Un autre scénario impliquerait que le régime iranien cède à la pression croissante d'une opinion publique en demande de bénéfices économiques plutôt que d'armes nucléaires et refusant de payer le prix d'une isolation internationale. Le régime pourrait finir par être renversé par des conflits au sein de l'élite et des manifestations de masse. Ce scénario où l'Iran déciderait de porter son attention sur la modernisation économique entraînerait l'émergence d'un pays démocratique plus favorable aux intérêts occidentaux et améliorerait la stabilité de la région.

5 Un accord israélo-palestinien peut-il être conclu, augmentant ainsi les perspectives de stabilité dans la région ?

Sur le plan intérieur, Israël est confronté à des divisions politico-sociales accentuées par le poids démographique croissant du courant religieux conservateur haredim et du mouvement des colons opposés à la conception datant de 1948, d'une république religieuse et libérale. Certains de nos interlocuteurs estiment que ces divisions déboucheront sur une crise avant 2030. Israël demeurera la première puissance militaire, mais sera confronté à des menaces persistantes de guerre de basse intensité, sans compter la menace nucléaire éventuelle de l'Iran. Toutefois, la pression croissante de l'opinion publique arabe pourrait restreindre la marge de manœuvre d'Israël, confronté au risque d'une escalade. La résolution du conflit israélo-palestinien

par la CIA

aurait des conséquences spectaculaires pour la région dans les deux décennies suivantes. Pour Israël, une résolution permanente du conflit ouvrirait la porte à des relations régionales inenvisageables aujourd'hui. La fin du conflit palestinien constituerait un revers stratégique pour l'Iran et son camp de la résistance et affaiblirait à terme le soutien de l'opinion publique aux groupes militants comme le Hezbollah et le Hamas. Sans une forme de résolution du conflit, Israël devra fournir des efforts croissants pour contrôler une population palestinienne en plein essor, aux droits politiques limités, et un territoire de Gaza insoumis à sa porte.

Nombre de nos interlocuteurs envisagent une Palestine émergeant de l'épuisement israélo-arabe et de la réticence des Israéliens et des Arabes à s'engager dans un conflit sans fin. Des questions comme celle du « droit au retour », de la démilitarisation et de Jérusalem ne seront pas résolues d'ici à 2030 et il n'y aura pas de fin réelle du conflit. La voie vers un Etat palestinien passera par une série d'actions officielles indépendantes connues sous le nom d'« unilatéralisme coordonné », menant par étapes à la création d'un Etat. La prise de distance du Hamas vis-à-vis de la Syrie et de l'Iran et son retour dans le camp sunnite arabe peuvent accroître les chances d'une réconciliation entre l'Autorité palestinienne à Ramallah et le Hamas à Gaza. Les frontières de la Palestine correspondront à peu près aux frontières de 1967, avec des ajustements ou des échanges de territoire le long de la Ligne verte, mais d'autres questions resteront alors en suspens.

6 L'Arabie Saoudite et les autres monarchies sunnites du Golfe – outre le Bahreïn – resteront-ils à l'abri des mouvements de protestation visant à renverser les régimes qui ont transformé le monde arabe ?

Indépendamment du développement de capacités pétrolières supplémentaires dans d'autres parties du monde, des troubles politiques en Arabie saoudite pourraient déclencher une incertitude économique et politique de grande échelle. Dans ce pays, le pouvoir fera probablement l'objet d'une lutte entre groupes rivaux, notamment des groupes affiliés aux Frères musulmans, des extrémistes musulmans radicaux, des mouvements laïques et des acteurs chiites. Comme en Egypte, une transition politique à venir serait complexe et désordonnée. D'autres monarchies sunnites devraient être obligées d'accepter des réformes politiques d'envergure, sous peine d'être confrontées à des rébellions similaires dans leur pays. Au Liban, dans les territoires palestiniens, en Irak et dans d'autres lieux où les Saoud ont usé de leur influence pour soutenir leurs alliés sunnites, les groupes qui dépendent de ce soutien pourraient être considérablement affaiblis, peut-être au bénéfice de rivaux chiites pro-iraniens.

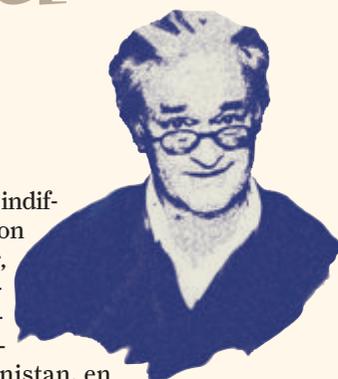
Si les monarchies du Conseil de coopération du Golfe (CCG) surmontaient avec succès le Printemps arabe, les principaux bénéficiaires dans la région en seraient la Jordanie et le Maroc – les monarchies sunnites les plus vulnérables. Un tel résultat assurerait au CCG une influence régionale et les pays du Golfe conserveraient un levier économique dans les pays arabes en transition, y compris l'Egypte et potentiellement la Syrie. Enfin, le scénario du statu quo maintiendrait voire renforcerait la dynamique de guerre froide entre les Etats du Golfe et l'Iran, particulièrement à mesure que l'Iran s'approchera du seuil nucléaire.

■ EXTRAITS CHOISIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

Alain-Gérard Slama

La bravoure et la gloire

La paix nous a-t-elle rendus indifférents ? C'est une question qu'on est amené à se poser, depuis quelques décennies, chaque fois que la République rend hommage à des soldats morts au Kosovo, en Afghanistan, en Libye, en Afrique noire ou, en ce moment même, au Mali. Dans un essai d'« ego-histoire » vif et profond (1), Antoine Compagnon, professeur de littérature au Collège de France, ancien élève du Prytanée militaire de La Flèche et fils d'un officier général, retrace une tranche de vie dont il situe le pivot autour de 1965-1966. A partir de cette date, la France, sortie depuis trois ans de sa dernière guerre coloniale, délivrée de l'autorité sans partage du Commandeur qu'elle vient de mettre en ballottage, peut enfin savourer les délices des Trente Glorieuses. Mais ce n'est pas sans état d'âme : c'est une période de « déconstruction » qui, culminant en 1968, déborde d'énergie désorientée. L'intéressant, dans ce parcours, est le souvenir précis que son narrateur a gardé d'une période où le moi collectif peut de moins en moins se définir par rapport à la guerre. Le délite-



ment du communisme et la suppression du service militaire par Jacques Chirac achèvent de vider de sa substance la dialectique ami-ennemi qui, plus ou moins consciemment, solidarisaient les citoyens d'une même nation autour de causes qui, pour obéir à des idéologies opposées,

Le moi collectif se définit de moins en moins par rapport à la guerre

n'en relevaient pas moins d'une sensibilité commune. On aurait pu croire que l'habitude de la paix gagnant les esprits, l'horreur de la violence s'accompagnerait d'un sentiment de dette accru envers les soldats de métier partis se battre pour défendre sur d'autres fronts des causes humanitaires ou des intérêts relevant de la sécurité collective. C'est presque l'inverse qui s'est produit. Les citoyens, ne se sentant plus directement concernés, ne réagissent plus qu'à titre personnel à la sollicitation de médias qui privilégient l'émotion sans lendemain par rapport au long travail du sens. Le général Jean-René Bachelet vient de donner à la téméraire revue *Inflexions*, du ministère de la Défense, dont il est un des piliers depuis sa création en 2004, un texte qu'il n'a pas intitulé par hasard : « La bravoure, vertu du passé ? » (2). La bravoure est un trait d'héroïsme qui consiste à mettre sa vie en jeu pour sauver celle des autres. Loin d'être le sacrifice d'un fou de Dieu, c'est un acte gratuit qui fait reculer l'absurde. Dans le même dossier, Alain Duhamel fait remarquer, avec son ingéniosité coutumière, que les hommes politiques peuvent faire preuve d'un courage qui n'est pas éloigné de la bravoure. Soit ! On souligne souvent, pour les tourner en dérision, que les grandes commémorations des unités d'élite sont des souvenirs de défaite : Sidi-Brahim, Camerone, Bazeilles... Au combat, comme dans l'hémicycle, le succès n'est pas la condition nécessaire de la gloire.

(1) Antoine Compagnon, *La Classe de rhéto*, Gallimard. Voir aussi son article « 1966 : annus mirabilis », *Le Débat*, septembre 2012.

(2) Revue *Inflexions*, « Courage ! », La Documentation française, n° 22.